



Communiqué
Paris, le 3 avril 2009

Un G 20 pour presque rien

Pour les organisations réunies dans le collectif « Nous ne paierons pas pour leurs crises », le G 20, comme redouté, n'apporte aucune réponse à la crise globale qui frappe l'ensemble de la planète.

La réunion du G20 de Londres ce jeudi 2 avril a accouché, comme nous le redoutions, de conclusions symboliques qui vont à l'encontre de la nouvelle dynamique globale souhaitée par les opinions publiques du monde entier.

De manière évidente les chefs d'Etats et de gouvernements des 20 pays considérés comme les plus puissants ont choisi, à travers leur déclaration finale, de relégitimer un système pourtant en crise structurelle et de renforcer le rôle de ses institutions les plus contestées.

FMI, Banque Mondiale, OMC et Forum de stabilité financière : à travers ses 1 100 milliards, le G20 a choisi de structurer sa réponse à la crise autour de 4 institutions dont les politiques sont de longues dates dénoncées par la société civile pour leur impact négatif sur le développement et l'accès aux droits des populations du monde entier.

En accordant au FMI et à la Banque mondiale la responsabilité d'assurer les opérations de crédit aux pays violemment frappés par la crise (allant jusqu'à décider une augmentation de 750 milliards de dollars des ressources du FMI), le G20 remet en selle deux institutions largement discréditées par les échecs de leurs politiques, et qui, il y a encore moins d'un an, concentraient les critiques de toute la communauté internationale. Cette réhabilitation s'opère sans engagements satisfaisants quant à leur réforme interne ou au changement de cap de leur politique, ni leur intégration dans le cadre institutionnel et légal du système des Nations Unies.

Le commerce international est présenté comme la première source de création de richesses et de relance économique, en dépit des impasses évidentes auxquelles a conduit la libéralisation des échanges et la globalisation effrénée des marchés. La responsabilité des accords de libre-échange dans la dérégulation financière et la multiplication des produits et des pratiques spéculatives à risque n'est nullement remise en cause.

Le G20 n'offre aucun engagement précis quant à mettre fin à la dictature des marchés financiers, via des instruments de contrôle public et de régulation drastiques. Les banques et établissements financiers devront être sauvés par tous les moyens, au prix du financement public, sans aucune contrepartie garantie aux populations (crédit, services bancaires...) et sans même que leur nationalisation n'ait été suggérée. Aucune mesure d'interdiction de la spéculation sur les matières premières n'est par exemple envisagée.

La mise en liste noire des territoires non-coopératifs sur le plan bancaire et fiscal ne répond pas aux exigences citoyennes, qui souhaitaient voir bannie, au moins de la part des pays du G20 et de leurs grandes entreprises, toute forme de domiciliation ou de transit de leurs actifs via des paradis fiscaux.

Les mots d'ordre généraux sur le besoin d'une surveillance accrue et de meilleures régulations des agences de notation, des institutions bancaires et des acteurs financiers resteront à coup sûr lettre morte. On se souvient qu'à l'issue de la crise asiatique à la fin des années 90, des mesures de protection inédites de leur marché interne avaient été introduites dans de nombreux pays ouverts à la libéralisation financière ; par la suite, celles-ci ont été allègrement démantelées sous la pression des Etats européens et des Etats-Unis, notamment dans le cadre de négociations commerciales régionales et bilatérales.

Enfin les engagements relatifs à la lutte contre les inégalités sociales, la création d'emplois et la protection durable des écosystèmes ne sont assortis d'aucun moyen spécifique. Ils font l'objet de paragraphes aussi généraux que marginaux : ni nouveaux instruments de redistribution, ni investissements massifs dans une économie verte et créatrice d'emplois décents et justement rémunérés.

Le G 20 n'apporte aucune proposition pour créer de nouveaux instruments au service d'une autre mondialisation écologique et solidaire, tels que les taxes globales écologiques et sur les transactions financières. Le G 20 est muet sur la reconnaissance et la promotion de biens publics mondiaux tels que la santé, l'eau, l'éducation et le savoir, indispensables pour reconstruire la mondialisation sur de nouvelles bases.

Tous, organisations de solidarité internationale, syndicats, associations de protection de l'environnement ou de défense des droits, nous savons que les mêmes politiques conduites par les mêmes acteurs conduiront aux mêmes effets : des inégalités croissantes et la précarisation des « non-riches », la ponction systématique des ressources naturelles et la dégradation des équilibres écologiques, la dégradation des solidarités et des protections sociales et la concentration des pouvoirs économiques aux mains d'une poignée de multinationales exclusivement soucieuses de protéger les intérêts de leurs élites.

Le monde de solidarité, de paix et de justice sociale voulu par notre collectif, rassemblé sous la bannière « Nous ne paierons pas leurs crises », n'a pas été esquissé à Londres en ce 2 avril 2009.

L'opération cosmétique londonienne tente au contraire de redonner un peu de lustre à un système fondamentalement injuste et durablement discrédité.

Nos organisations resteront mobilisées pour informer les citoyens, faire entendre nos analyses et nos propositions et rejoindre les mouvements globaux de résistance et de solidarité qui se déploieront en France, en Europe et au plan mondial.

Contact : Amélie Canonne, 06 24 40 07 06, Wilfried Maurin 06 82 22 91 11

Associations et syndicats signataires de l'appel

Agir ensemble contre le chômage - AC!, Aitec/Ipam, AlterEkolo, Les Amis de la Terre France, Association pour l'emploi, l'information et la solidarité - APEIS, Attac France, CCIPPP, Cedetim, Confédération générale des SCOP – CGSCOP, Confédération paysanne, CGT Finances, Convergence pour les services publics, Centre de recherche et d'information pour le développement - CRID, Droit au Logement - DAL, Fédération Artisans du Monde, Fondation Copernic, France Amérique Latine, Fédération syndicale unitaire - FSU, Habitat international coalition - HIC, Marches européennes, Mémoire des luttes, Mouvement de la Paix, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples - MRAP, No Vox, Peuples Solidaires, Réseau féministe Ruptures, Survie Paris, Syndicat national de l'enseignement supérieur - SNESUP, Syndicat nationale unifié des impôts – SNUI, SUD PTT, Terre des Hommes France, Union syndicale Solidaires

Organisations politiques en soutien Les Alternatifs, La Fédération, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti de Gauche, Les Verts, Parti Communiste Français, PCOF